

Cote du document: EB 2011/103/R.40
Point de l'ordre du jour: 15
Date: 31 août 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international bénéficiant du soutien du GCRAI

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Shantanu Mathur
Chef du Secrétariat des dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Fonctionnaire responsable des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent troisième session
Rome, 14-15 septembre 2011

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation d'approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2

Annexe

Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF): Programme pour le développement de nouvelles cultures bioénergétiques	3
---	----------

Sigles et acronymes

CD	Comité directeur
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
S&E	Suivi-évaluation

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don, au titre du guichet mondial/régional, à un centre international bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international bénéficiant du soutien du GCRAI

En application des dispositions de la proposition relative à la rationalisation du processus d'approbation par le Conseil d'administration des projets et programmes financés par le FIDA (document EB 2009/98/R.15/Rev.1), à la demande du représentant de la République bolivarienne du Venezuela, la proposition concernant un don au titre du guichet mondial/régional à un centre international bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), dont le Conseil d'administration avait initialement été saisi dans le document EB 2011/LOT/G.5, est de nouveau soumise au Conseil d'administration pour approbation durant la cent troisième session.

En conséquence, j'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par un centre international bénéficiant du soutien du GCRAI, d'un montant de 2,5 millions d'USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au programme de recherche et de formation mené par un centre international ci-après bénéficiant du soutien du GCRAI: le Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF).
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:

Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF): Programme pour le développement de nouvelles cultures bioénergétiques
3. Les objectifs et la teneur de ce programme de recherche appliquée sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la Politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes, ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Cette politique vise à obtenir les résultats suivants: 1) la promotion d'activités novatrices et la mise au point de technologies et de méthodes innovantes à l'appui du groupe cible du FIDA; 2) la promotion par le groupe cible, ou en son nom, d'activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques concernant des questions qui revêtent de l'importance pour les populations rurales pauvres; 3) le renforcement des capacités des institutions partenaires afin qu'elles

assurent toute une gamme de services d'appui aux ruraux pauvres; et 4) la promotion de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information sur les questions liées à la réduction de la pauvreté rurale auprès des parties prenantes, au sein des régions et entre elles.

6. Le programme proposé est conforme à l'objectif et aux résultats susmentionnés. Le Programme pour le développement de nouvelles cultures bioénergétiques a pour but de financer la recherche coordonnée sur les cultures bioénergétiques non vivrières ou à usages multiples et leur développement le long de la chaîne de valeur, de manière à renforcer la sécurité alimentaire. Les cultures ainsi développées seront concurrentielles par rapport aux cultures bioénergétiques céréalières/ vivrières et même plus productives. Ce programme contribuera directement à l'obtention des résultats 1), 2) et 4) de la Politique révisée du FIDA en matière de dons. Il jouera également le rôle de catalyseur pour le renforcement des partenariats public-privé et la coopération entre les institutions financières internationales (IFI), les organisations de développement, les fondations et le secteur privé, concourant ainsi à la réalisation du résultat 3).

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme pour le développement de nouvelles cultures bioénergétiques, accordera un don ne dépassant pas deux millions cinq cent mille dollars des États-Unis (2 500 000 USD) au Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF): Programme pour le développement de nouvelles cultures bioénergétiques

I. Contexte

1. Les biocombustibles apparaissent de plus en plus comme des produits, économiquement viables et ne portant pas atteinte à l'environnement, susceptibles de remplacer les combustibles fossiles. Ils peuvent aussi fournir aux communautés rurales une énergie locale et d'autres possibilités de génération de revenus.
2. Bien que les biocombustibles ne soient pas une nouveauté, et que la technologie en soit bien connue pour certaines cultures, comme la canne à sucre ou d'autres cultures vivrières, on en sait relativement moins sur la rentabilité de la production de biocombustible à partir de cultures bioénergétiques non vivrières (et notamment les espèces de *Jatropha* et de *Pongamia* spp.), voire de celle de cultures à usages multiples (alimentation humaine, alimentation animale et combustible), comme le sorgho à sucre, les Simaroubacées et le manioc.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010 a pris acte de l'importance des biocombustibles en tant que marché émergent sur lequel les populations pauvres peuvent trouver de grands débouchés. Dans ce contexte, le FIDA entreprend actuellement plusieurs activités visant à intégrer le développement des biocombustibles dans ses opérations. Il s'agit notamment d'un important don mondial et de deux dons régionaux en Asie.
4. En outre, trois consultations internationales – sur le sorgho à sucre, les espèces de *Jatropha* spp. et le manioc, lancées à l'initiative du FIDA et de ses partenaires en 2007, 2008 et 2010 respectivement – et un débat en table ronde sur les biocombustibles organisé lors de la session 2008 du Conseil des gouverneurs du FIDA ont souligné la nécessité de partenariats entre les instituts de recherche, les institutions spécialisées des Nations Unies, les IFI, les gouvernements et le secteur privé afin d'entreprendre une activité de recherche coordonnée et axée sur le marché en vue d'encourager un développement des biocombustibles utile aux pauvres sur l'ensemble de la chaîne de valeur.
5. Pour que les petits exploitants puissent adopter la production de cultures bioénergétiques, il faut d'abord que soient satisfaits leurs besoins fondamentaux en termes de produits vivriers et d'aliments pour animaux. Dans ce contexte, alimentation humaine, alimentation animale et sécurité énergétique sont inextricablement liées. Le présent don vise à répondre à ces besoins et à intégrer efficacement les biocombustibles dans les opérations du FIDA.

III. Le programme proposé

6. Le but d'ensemble du programme est de financer des activités coordonnées de recherche-développement portant sur les cultures bioénergétiques non vivrières ou à usages multiples, le long de la chaîne de valeur, dont la productivité pourra concurrencer voire dépasser celle des cultures bioénergétiques basées sur les productions vivrières et les céréales. L'objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire alors que la production de céréales servant de matière première perd de sa compétitivité. Le concept consiste à mettre au point un produit prêt à commercialiser qui permettra aux pauvres, y compris les femmes, de tirer parti de ce nouveau débouché. La recherche portera sur le développement durable des ressources naturelles. Le programme jouera également un rôle de catalyseur dans le renforcement des partenariats public-privé et dans la coopération entre IFI, organisations de développement, fondations et secteur privé.

7. Ses objectifs sont les suivants:

- Conduire, dans le cadre d'un plan d'action inscrit dans un calendrier défini, des recherches coordonnées sur les cultures bioénergétiques non vivrières ou à usages multiples et sur les cultures pouvant être pratiquées en conditions salines, le long de l'ensemble de la chaîne de valeur, en mobilisant divers centres d'excellence. Cette démarche permettra de faire en sorte que les produits puissent être portés sur le marché dans le respect de pratiques de gestion durable des ressources naturelles, assurant ainsi des avantages aux populations pauvres sans compromettre la sécurité alimentaire.
- Financer la fourniture locale d'énergie et apporter, sur le plan des politiques, un appui aux gouvernements qui souhaiteraient entreprendre une production de biocombustible sans compromettre la sécurité alimentaire.
- Diffuser les savoirs et chercher à intégrer les biocombustibles dans les opérations du FIDA.

8. Le projet est axé sur les groupes cibles des projets financés par le FIDA et d'autres projets de développement des biocombustibles intervenant en matière de réduction de la pauvreté rurale.

9. Le programme durera quatre ans et comportera trois grandes composantes:

i) **Recherche pour le développement, supervision et S&E**

Les recherches qui seront conduites par divers centres d'excellence seront axées sur: a) les cultures bioénergétiques non vivrières et/ou à usages multiples pouvant être pratiquées dans des conditions agroécologiques défavorables – comme *Jatropha curcas*, *Pongamia pinnata*, sorgho à sucre, manioc, Simaroubacées – et sur les cultures pouvant être pratiquées en conditions salines – comme la betterave à sucre tropicale; b) le développement de la chaîne de valeur des biocombustibles (sélection, agronomie, techniques et ingénierie de transformation et après récolte, électrification rurale, commercialisation); et c) lorsqu'elle ne recoupe pas d'autres travaux de recherche ou qu'elle n'affecte pas les approvisionnements en aliments pour animaux, la recherche sur des technologies de deuxième génération adaptées aux pays en développement.

L'approche consistera à préqualifier les centres d'excellence, privés ou publics, qui seront chargés de conduire la recherche sur ces cultures. Chaque centre d'excellence sera invité à soumettre, en réponse à une demande de propositions, une offre pour la conduite et la direction d'une recherche le long de la chaîne de valeur. Il appartiendra aux centres d'excellence de trouver des partenaires pour conduire des recherches coordonnées le long de la chaîne en vue de garantir la livraison de résultats dans le cadre d'un plan d'action inscrit dans un calendrier défini. La recherche portera sur les technologies de première génération pouvant être utilisées sur des terres marginales, et qui peuvent fournir – suivant la culture – des produits vivriers, des aliments pour animaux, du combustible et/ou des produits dérivés à valeur ajoutée (engrais ou répulsifs, par exemple). La recherche mettra en outre l'accent sur l'introduction d'une rotation des cultures incluant des cultures mises au point par le secteur privé (betterave à sucre tropicale mise au point par Syngenta, carthame non comestible proposé par Praj Industries Ltd) pour améliorer l'efficacité de la chaîne de valeur. Cela comprendra également l'addition de valeur après récolte au niveau communautaire, aussi bien pour créer des emplois

que pour éviter les excédents au cours des périodes de production de pointe.

ii) **Fourniture locale d'énergie pour améliorer la sécurité alimentaire**

Cette initiative consistera en l'élaboration de sept projets pilotes ayant pour objet, par le biais de la fourniture locale d'énergie dans les zones rurales, de réduire la pauvreté rurale grâce à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Cet objectif sera atteint par le financement de programmes d'énergie rurale reposant sur les cultures bioénergétiques et sur d'autres approches, comme l'utilisation des déchets agricoles et urbains. Les projets mettront à l'essai et compareront différents modèles de fourniture locale d'énergie, et mèneront des recherches visant à accroître l'efficacité des technologies les plus prometteuses. L'énergie produite servira à répondre aux besoins des ménages, à la transformation au niveau local et aux besoins des systèmes d'irrigation. Cela n'aura pas seulement pour effet d'accroître la sécurité alimentaire: des avantages en découleront aussi pour l'environnement et pour les femmes, qui ne seront plus obligées de parcourir de grandes distances pour aller chercher du bois de feu (pratique peu soucieuse de l'environnement) ou de l'eau. Le combustible destiné aux usages domestiques sera également plus propre, avec à la clé une amélioration de la santé de la famille.

iii) **Partage des savoirs, renforcement des capacités, études sur les politiques et plaidoyer, et campagne d'information et de sensibilisation**

Des ateliers de partage des savoirs et de diffusion des résultats de la recherche seront organisés au cours de chacune des années d'exécution du programme, éventuellement dans différents pays et régions, avec la participation de diverses parties prenantes et d'autres partenaires de recherche. Du matériel d'information et de communication et des rapports techniques sur les conclusions de la recherche seront produits et diffusés sur les sites web du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du FIDA. Les documents seront également traduits en plusieurs langues en cas de besoin.

Une aide à la formulation des politiques est également prévue en matière d'élaboration d'une politique appropriée dans le domaine de l'énergie renouvelable. L'objectif est d'aider les gouvernements des États membres à mettre en place des politiques adéquates qui réalisent un équilibre acceptable entre l'utilisation des terres, la sécurité alimentaire et l'autosuffisance énergétique – ou réduisent les importations de combustible à un niveau acceptable – et qui rationalisent la répartition des ressources en eau entre les cultures vivrières et les cultures énergétiques, tout en veillant à ce qu'elles soient favorables aux pauvres. Lorsque des États membres en feront la demande, le secrétariat cherchera à mobiliser des fonds provenant de donateurs potentiels pour financer les études pertinentes. Des allocations spéciales destinées à financer des études sur les politiques en Afrique seront mobilisées lorsque des États membres en feront la demande.

10. Les trois composantes décrites ci-dessus auront un impact mondial, puisque l'on trouvera parmi les pays bénéficiaires le Brésil, la Colombie, l'Égypte, l'Inde, le Mali, le Nicaragua, les Philippines et la Zambie, pour ne citer que ceux-là. Les cultures seront choisies en fonction des conditions agroclimatiques spécifiques à chaque pays.

IV. Produits et avantages escomptés

11. Les produits et avantages escomptés sont les suivants:

1.1 Recherche pour le développement

- établissement d'une liste de centres d'excellence préqualifiés, répartis dans la mesure du possible sur différents pays et régions;
- attribution de contrat de recherche aux centres d'excellence pour les projets approuvés par le CD;
- détermination et fourniture de semences de variétés prometteuses à des entités approuvées en vue de leur multiplication et de leur distribution; et
- élaboration, mise à l'essai et validation de modèles d'électrification rurale utilisant l'huile de jatropha et de pongamia (ou d'autres huiles non comestibles).

1.2 Supervision, S&E

- attribution de contrats à des experts hautement qualifiés chargés d'assurer le suivi des projets à différents stades;
- suivi des indicateurs de durabilité concernant la production et la transformation des produits agricoles; et
- préparation et distribution aux membres du CD des rapports de supervision et de S&E, et affichage de ces rapports sur les sites web.

2.1 Organisation communautaire et renforcement des capacités

- choix des ONG locales;
- mobilisation des communautés villageoises;
- création d'organisations communautaires;
- évaluation des besoins;
- mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités;
- mise en œuvre de la formation en matière de fonctionnement et de maintenance; et
- fourniture d'un appui technique.

2.2 Investissements dans l'infrastructure et l'équipement

- mise à l'essai et validation des systèmes énergétiques;
- mise en place de pépinières et de parcelles de démonstration;
- détermination des terres;
- acquisition et installation des usines de transformation;
- mise en place de l'infrastructure de récolte de l'eau; et
- mise en place du système de fonctionnement et de maintenance.

2.3 Gestion du projet et S&E

- conduite des enquêtes de référence;
- réalisation du suivi;
- achèvement de l'évaluation annuelle; et
- achèvement de l'évaluation finale du projet.

3.1 Partage des savoirs (diffusion de la technologie) et renforcement des capacités

- organisation annuelle d'un atelier par le secrétariat, en collaboration avec les centres d'excellence; et
- préparation par les centres d'excellence de rapports techniques annuels sur l'état d'avancement; actes des ateliers; boîtes à outils/manuels agronomiques pour informer et former les petits exploitants ainsi que les agents de vulgarisation et les fonctionnaires publics; création d'un site web sur le site www.bioenergywiki.net/ ou avec un lien vers ce site, et conçu en coopération avec la FAO et le PNUE, pour diffuser des informations sur des cultures bioénergétiques choisies et sur les activités de recherche et leurs résultats, et comportant un espace réservé à la campagne d'information et de sensibilisation.

3.2 Études sur les politiques et cofinancement de projets

- études sur les politiques, réalisées en partenariat avec la FAO et axées sur les cultures à usages multiples pour éviter tout impact négatif sur les prix alimentaires, spécialement dans les cas (sorgho et manioc) où il s'agit aussi de cultures vivrières; et
- projets cofinancés par le FIDA.

3.3 Campagne d'information et de sensibilisation

- notes thématiques/matériels d'information fournissant des informations de base sur les biocombustibles et leur potentiel de réduction de la pauvreté. L'information pourrait se présenter sous la forme de rapports, de dépliants de type questions et réponses (spécialement sur les questions les plus débattues et sujettes à controverse), et d'exemples d'expériences particulièrement réussies;
- l'information inclut un transfert de technologie appropriée;
- création d'un espace ad hoc sur le site web pour l'affichage de matériels en rapport avec la campagne et la vulgarisation de messages concernant les bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles; et
- tous les rapports sont mis à la disposition des États membres et des partenaires, affichés sur les sites web du FIDA et de la FAO, et fournis sur demande.

V. Modalités d'exécution

12. Le programme sera exécuté par un CD des donateurs, associant le bénéficiaire et tous les donateurs contribuant au programme. L'exécution débutera à la réception du financement. De plus, un secrétariat sera mis en place afin de mener à bien les aspects opérationnels du programme. L'exécution débutera dès que le CD aura été constitué et que le secrétariat aura reçu l'agrément du FIDA.
13. Le Centre mondial d'agroforesterie rendra compte aux donateurs, y compris le FIDA.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

14. Le coût du programme s'élèvera à 12,0 millions d'USD sur quatre ans: 5,0 millions d'USD pour la phase I (les 20 premiers mois) et 7,0 millions d'USD pour la phase II (les 28 mois restants). Le FIDA octroierait 2,5 millions d'USD à l'appui de la phase I.

15. Les cofinanceurs qui se sont déjà engagés à participer au programme sont notamment Praj Industries Ltd, la Fondation Syngenta pour une agriculture durable, et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). En outre, la Banque africaine de développement (BAfD), le Fonds de l'OPEP pour le développement international et Nandan Biomatrix Ltd ont manifesté leur intérêt pour une participation. D'autres possibilités de cofinancement sont à l'étude.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	357	1 355
2	Services professionnels/consultants	832	3 164
3	Frais de voyage	100	380
4	Équipement	771	2 929
5	Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports et publications	147	559
6	Formation/renforcement des capacités	168	638
7	Frais généraux	125	475
	Total	2 500	9 500

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Finance coordinated research for development on non-food or multiple-use biofuel crops along the entire value chain to develop a market ready product	Number of research grants financed through COEs	Supervision reports	
Objectives	<ul style="list-style-type: none"> • Conduct coordinated research in a time-bound action plan on no more than seven crops • Finance local energy provision for food security • Provide policy support to Governments to undertake biofuel production without compromising food security • Disseminate knowledge • Mainstream biofuels in IFAD operations • Facilitate partnerships, including PPPs 	<ul style="list-style-type: none"> • # of suitable crops identified • Suitability of feedstock and technology assessed • # of information and communication materials and technical reports on research findings produced for the dissemination of results • Amount of loans and grants financed focusing on biofuels • # of private companies engaged in the programme 	<ul style="list-style-type: none"> • Work plans, budgets, progress reports, audit reports provided by the COEs • NGO reports and field visits • Documents resulting from the related workshops • IFAD and partners' websites and their publications related to biofuels • IFAD's project portfolio database 	<ul style="list-style-type: none"> • Qualified COEs/NGOs are capable of implementing the programme. • Government and target groups remain supportive of the project • Agreement on policies between various ministries. • Private companies willing to engaged in the programme.
Outputs	<ul style="list-style-type: none"> • Seeds of promising varieties of crops identified and supplied to approved entities for onward multiplication and distribution • Models for rural electrification developed, tested and validated • Monitoring sustainability indicators developed • Policy studies conducted • One workshop organized per year and information material produced 	<ul style="list-style-type: none"> • # of new varieties of biofuel crops and other technologies developed by the COEs • # of models validated • # of indicators developed • # of IFAD's reports and publications focusing on biofuels for poverty alleviation • # workshops organized 	<ul style="list-style-type: none"> • Work plans, budgets, progress reports, audit reports provided by the COEs • NGO reports and field visits • Documents resulting from the related workshops • IFAD and partners' websites and their publications related to biofuels • IFAD's project portfolio database 	<ul style="list-style-type: none"> • New technologies and seed varieties to be developed are relevant and economically viable • The Governments make timely decision on requesting studies. • Annual progress and audit reports do not show major problems or difficulties within the programme
Key Activities	1.1) Research for Development 1.2) Supervision, M&E 2.1) Community organization and capacity building 2.2) Investment in infrastructure and equipment 2.3) Project management and M&E 3.1) Knowledge-sharing (technology dissemination) and capacity building 3.2) Policy studies and project co-financing 3.3) Information and awareness campaign	<ul style="list-style-type: none"> • # of new varieties of biofuel crops and other technologies developed • Suitability of feedstock and technology assessed • # of information and communication materials produced • # workshops organized • # of IFAD projects focusing on biofuels 	<ul style="list-style-type: none"> • Work plans, budgets, progress reports, audit reports provided by the COEs • NGO reports and field visits • Documents resulting from the related workshops • IFAD and partners' websites and their publications related to biofuels • IFAD's project portfolio database 	The selected crops: <ul style="list-style-type: none"> • meet the Governments concerns regarding food security • Can easily fit the farming systems • Are water efficient • The COSOPs focus on energy provision to alleviate poverty.